



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 2046

Texte de la question

## RÉSULTATS DU PLAN " ESPOIR BANLIEUES "

M. le président. La parole est à Mme Jacqueline Maquet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Jacqueline Maquet. Ma question s'adresse à M. le premier ministre.

Voilà maintenant deux ans que le plan " Espoir Banlieues " a été mis en place, et les résultats se font attendre.

M. Patrick Roy. Échec !

M. Albert Facon. Résultats : zéro !

Mme Jacqueline Maquet. Ce plan comporte notamment un volet insertion professionnelle, avec la mise en place des contrats d'autonomie présentés comme la mesure phare qui devait permettre en 2010 d'insérer dans la vie professionnelle 45 000 jeunes issus des territoires classés en zones urbaines sensibles.

Aujourd'hui, le compte n'y est pas. Les résultats sont même très mauvais !

Alors que selon Pôle emploi, le nombre de demandeurs âgés de moins de vingt-six ans a augmenté de 25 %, seuls 13 338 contrats ont été signés en novembre, et seulement 1 162 ont débouché sur un emploi. Vous avez fait le choix d'opérateurs privés, payés aux résultats en moyenne 7 500 euros par jeune pour faire du *coaching* à l'anglo-saxonne (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe GDR*), au détriment des missions locales.

Pourtant le budget annuel de 85 millions d'euros prévus pour ces contrats d'autonomie aurait pu permettre d'augmenter de 50 % celui des missions locales.

Quant à la rénovation urbaine prévue dans ce plan banlieues, le bilan n'est guère meilleur !

M. Albert Facon. Zéro !

Mme Jacqueline Maquet. L'ANRU est devenue une usine à gaz qui pourrait se retrouver en cessation de paiement dès 2011 alors que ses engagements vis-à-vis des collectivités courent jusqu'en 2018 ! Il y a urgence ! On est loin du Plan Marshall annoncé par le Président,...

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Ah oui !

Mme Jacqueline Maquet. ...et du plan " anti-glandouille " annoncé par la secrétaire d'État.

Entre les piètres résultats des contrats d'autonomie, l'échec complet du *busing*, vous avez décidément un problème avec les résultats chiffrés du bilan de votre plan " Espoir banlieues ".

M. Patrick Roy. Échec !

Mme Jacqueline Maquet. Dès lors, monsieur le Premier ministre, ne faudrait-il pas interrompre immédiatement ce dispositif ? (*" Oui ! " sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Il faut changer !

Mme Jacqueline Maquet. Ne faudrait-il pas réaffecter le budget prévu pour les contrats d'autonomie au profit d'une véritable politique de l'emploi, de l'insertion dans les quartiers autour du service public, des missions locales et du tissu associatif ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur de nombreux bancs du groupe GDR.*) Enfin, allez-vous revoir le financement de l'ANRU ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à Mme Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la politique de la ville.

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État chargée de la politique de la ville*. Madame Maquet, au-delà des polémiques, je me réjouis de votre intérêt pour la politique de la ville. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Il n'y en a pas !

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État*. La dynamique " espoir-banlieues " que j'ai mise en oeuvre est une politique sur mesure qui répond aux exigences des territoires et de leurs habitants. Ma détermination est totale pour mobiliser l'ensemble des acteurs (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), dont vous faites partie, au bénéfice de ces quartiers.

M. Michel Lefait. Bla-bla !

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État*. Madame la députée, vous dénoncez le manque de moyens parce que vous ne voulez pas voir les 500 millions d'euros pour les internats d'excellence, ni les 500 millions consacrés au désenclavement des quartiers, pas plus que les 90 millions que je consacre chaque année à la lutte contre l'échec scolaire (*Mêmes mouvements*),...

M. Michel Lefait. Rien ! Zéro !

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État*. ...ni même les dispositifs mis en place pour l'emploi des jeunes des quartiers : 36 000 jeunes ont bénéficié de l'engagement national des entreprises, 24 000 contrats " autonomie " ont été signés à ce jour. Vous ne voulez pas voir non plus les 30 millions d'euros consacrés aux crèches dans nos quartiers populaires. Vous ne voulez pas voir les 12 milliards d'euros consacrés aux projets de rénovation urbaine dans les quartiers - dont la ville d'Arras, je vous le rappelle, bénéficie à hauteur de 10 millions pour le quartier Saint-Paul. Vous refusez aussi de voir la consolidation, cette année, de la dotation de solidarité urbaine vers les villes les plus pauvres.

M. Albert Facon. Vous mélangez tout !

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État*. De même, vous ne voulez pas voir les réformes que je porte au sein du Gouvernement sur la géographie prioritaire et sur la péréquation pour renforcer la solidarité envers les villes pauvres afin de réduire ces inégalités que vous dénoncez.

En ce qui concerne la sécurité, je l'ai dit et je le répète avec toutes mes convictions de citoyenne d'origine ouvrière (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) :...

M. Michel Ménard. Vous n'êtes pas crédible !

Mme Fadela Amara, *secrétaire d'État*. ...je m'autoriserai tous les mots, je briserai tous les tabous, pour faire prendre conscience que la sécurité est un droit pour tous, notamment pour les habitants des quartiers populaires ! (*Mêmes mouvements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) C'est leur droit et c'est leur exigence ! C'est la condition de leur émancipation car, vous le savez, l'ordre républicain est émancipateur. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) Je vous le confirme : le Gouvernement Fillon est mobilisé pour faire de nos banlieues un atout pour la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Raymond Durand. Très bien !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Jacqueline Maquet](#)

**Circonscription** : Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 2046

**Rubrique** : Aménagement du territoire

**Ministère interrogé** : Politique de la ville

**Ministère attributaire** : Politique de la ville

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 25 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 février 2010